

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE DE SAVOIE

Société anonyme au capital de 6 852 528 €.
Siège social : 6, boulevard du Théâtre, Chambéry (Savoie).
745 520 411 R.C.S. Chambéry.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 18 avril 2019.

A. — Comptes sociaux.**B. — Bilan AU 31 décembre 2018.**

I. — Bilan.
(En milliers d'Euros)

Actif	31/12/2018	31/12/2017
Caisses, banques centrales	25 959	19 308
Créances sur les établissements de crédits	213 528	448 585
Operations avec la clientèle	1 329 880	1 196 278
Obligations et autres titres à revenu fixe	89 686	89 511
Actions et autres revenus variables		
Participations et autres titres détenus à long terme	7 911	8 774
Parts dans les entreprises liées	16 778	15 898
Immobilisations incorporelles	416	419
Immobilisations corporelles	8 623	8 489
Autres actifs	18 078	20 108
Comptes de régularisation	5 499	6 208
Total de l'actif	1 716 358	1 813 578

Hors bilan	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
Engagements de financement	138 590	142 165
Engagements de garantie	50 581	46 641

Passif	31/12/2018	31/12/2017
Dettes envers les établissements de crédits	302 907	502 501
Operations avec la clientèle	1 306 501	1 212 588
Dettes représentées par un titre	420	996
Autres passifs	4 627	3 425
Comptes de régularisation	16 264	15 209
Provisions	8 442	7 573
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2 400	1 000
Capitaux propres hors FRBG	74 797	70 286
Capital souscrit	6 853	6 853
Primes d'émission	761	761
Réserves	54 585	51 885
Report à nouveau	5 431	5 497
Résultat de l'exercice (+/-)	7 167	5 290
Total du passif	1 716 358	1 813 578

Hors bilan	31/12/2018	31/12/2017
Engagements reçus		
Engagements de financement	0	17
Engagements de garantie	60 457	68 277

II. Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Intérêts et produits assimilés	32 984	32 831
Intérêts et charges assimilés	-9 889	-11 295
Revenus des titres à revenu variable	1 090	993
Commissions (produits)	26 835	25 497
Commissions (charges)	-6 104	-5 666
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	276	140
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	143
Autres produits d'exploitation bancaire	4 016	1 401
Autres charges d'exploitation bancaire	-4 068	-1 304
Produit net bancaire	45 140	42 740
Charges générales d'exploitation	-30 757	-30 568
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 580	-1 442
Résultat brut d'exploitation	12 803	10 730
Coût du risque	-3 414	-4 621
Résultat d'exploitation	9 389	6 109
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2 241	2 915
Résultat courant avant impôt	11 630	9 024
Résultat exceptionnel	124	-524
Impôt sur les bénéfices	-3 187	-2 210
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	-1 400	-1 000
Résultat net	7 167	5 290

III. Annexes aux comptes individuels.**Note 1. – Principes et méthodes comptables.**

1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées. — Les comptes individuels annuels de la Banque de Savoie sont établis et présentés dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2. Changements de méthodes comptables. — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2018.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.1. Opérations en devises. — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

3.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition

pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées. — Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Le volume des créances restructurées à des conditions hors marché au cours de l'exercice 2017 et au cours des exercices antérieurs est suffisamment faible pour que ce traitement soit sans incidence sur le résultat de l'exercice.

Une créance restructurée douteuse peut-être reclassée en encours sains lorsque les termes sont respectés. Ces créances reclassées sont spécifiquement identifiées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses. — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois et six mois en matière immobilière et pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchuées de leur terme, les contrats de crédit-baux résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Dépréciation : Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Pour les petites créances aux caractéristiques similaires, une estimation statistique peut être retenue.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Au bilan, des dépréciations sont constatées en déduction des actifs concernés et des provisions sont comptabilisées au passif pour les engagements hors bilan.

Provisions sur base de portefeuille. — Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. A compter du 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2), pour les populations des créances jugées sensibles. Les créances sensibles correspondent aux engagements sur les clientèles de particuliers et de professionnels classés aux notes 9 et 10 sur une échelle de 10 et aux notes 15 et 16 sur une échelle de 16 pour les entreprises.

Les provisions sectorielles, quant à elles, couvrent les expositions dont le croisement entre un secteur d'activité et une localisation géographique montre un risque statistiquement plus élevé que sur la moyenne de la banque. Sous réserve de validation par le comité de provisionnement de la banque, sont ainsi provisionnées les pertes attendues des populations de créances sur professionnels et entreprises dont le croisement entre secteur d'activité et département excède de plus de 100 pts de base la perte attendue moyenne de la banque. Les créances déjà soumises au calcul des provisions collectives sont naturellement exclues de la base de calcul des provisions sectorielles.

3.3. Titres. — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

Titres de transaction. — Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligibles dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Tous les titres ont été acquis par la Banque de Savoie avec un objectif de détention supérieur à six mois. De ce fait, la Banque de Savoie, ne détient aucun titre de transaction.

Titres de placement. — Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations, sont enregistrées dans la rubrique « Gains/Pertes sur opérations de placement et assimilés ».

Titres d'investissement. — Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en « Titres d'investissement » ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent, sauf exceptions, pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenus fixes, reclassés vers la catégorie « Titres d'investissement » par application des dispositions du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille. — L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées. — Relèvent de cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus, si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme. — Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Reclassement d'actifs financiers. — Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil National de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « Les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles que prévues par l'article 19 du règlement CRB n° 90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). »

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1er juillet 2008 ».

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles. — Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Immobilisations incorporelles. — Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis depuis l'entrée de la Banque de Savoie dans le Groupe BPCE mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire sur la durée de vie résiduelle du bail depuis l'entrée de la Banque de Savoie dans le Groupe BPCE et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles. — Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	20 ans
Ravalement	10 ans
Equipements techniques	10 ans
Aménagements techniques	10 ans
Aménagements intérieurs	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

3.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

3.6. Dettes subordonnées. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3.7. Provisions. — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code Monétaire et Financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux, une provision pour risques de contrepartie et une provision épargne logement.

Engagements sociaux. — Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

— **Avantages à court terme** : Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

— **Avantages à long terme** : Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

— **Indemnités de fin de contrat de travail** : Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

— **Avantages postérieurs à l'emploi** : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite « du corridor », c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10% des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement. — Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

– l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;

– l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

3.8. Fonds pour risques bancaires généraux. — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

3.9. Instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes. — Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- micro-couverture (couverture affectée)
- macro-couverture (gestion globale de bilan)
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits ou charges assimilés ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits ou charges assimilés ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles. — Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente et amorties sur la durée de vie de l'instrument. Lors de la revente ou l'exercice de l'option, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macro-couverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé. Dans le cas des contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises, la valeur de marché est déterminée en fonction du prix calculé en actualisant aux taux d'intérêt du marché les flux futurs et en tenant compte des risques de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs. Les variations de valeurs des options non cotées sont déterminées selon un calcul mathématique.

3.10. Intérêts et assimilés – Commissions. — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Le niveau de renégociation des taux et de remboursements anticipés sur les crédits Habitat et Equipement ont encore été très significatifs en 2017 ; les commissions perçues au titre des renégociations de taux sont étalées sur la durée moyenne restant à courir de ces deux catégories de prêts.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.

Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinuée avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

3.11. Revenus des titres. Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

3.12. Impôt sur les bénéfices. — La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

La Banque de Savoie a signé avec sa mère intégrante, la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

3.13. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 1 050 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 525 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 795 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2018, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2018. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 217 milliers d'euros dont 184 milliers d'euros comptabilisés en charge et 33 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 99 milliers d'euros au titre du 31/12/2018.

Note 2. – Informations sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations. Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

1. Opérations interbancaires :

Actif (En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires	43 095	265 323
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à vue	43 095	265 323
Comptes et prêts à terme	169 145	181 864
Prêts subordonnés et participatifs		
Créances à terme	169 145	181 864
Créances rattachées	1 288	1 398
Total	213 528	448 585

La centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations de la collecte du livret A et du LDD représente 159.735 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 171.655 milliers d'euros au 31/12/2017.

Passif (En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	5 583	236 016
Comptes et emprunts au jour le jour		
Autres sommes dues	1 353	1 544
Dettes à vue	6 936	237 560
Comptes et emprunts à terme	295 328	264 216
Valeurs et titres données en pension à terme	457	458
Dettes rattachées à termes	186	267
Dettes à terme	295 971	264 941
Total	302 907	502 501

2. Opérations avec la clientèle**2.1. Opérations avec la clientèle****— Créances sur la clientèle :**

Actif (En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	38 243	30 592
Créances commerciales	5 531	7 007
Crédits à l'exportation	218	200
Crédits de trésorerie et de consommation	75 910	72 556
Crédits à l'équipement	505 058	463 415
Crédits à l'habitat	676 658	602 735
Autres	6 954	2 560
Autres concours à la clientèle	1 264 798	1 141 466
Créances rattachées	2 889	2 745
Créances douteuses	36 079	31 860
Dépréciations des créances sur la clientèle	-17 660	-17 392
Total	1 329 880	1 196 278

— Dettes vis-à-vis de la clientèle :

Passif (En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Livret A	115 915	109 621
PEL / CEL	136 583	129 445
Autres comptes d'épargne à régime spécial	211 900	193 565
Comptes d'épargne à régime spécial	464 398	432 631
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	836 140	775 045
Autres sommes dues	3 155	2 162
Dettes rattachées	2 808	2 750
Total	1 306 501	1 212 588

(1) Détail des autres comptes et emprunts auprès de la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	717 492		717 492	657 441		657 441
Autres comptes et emprunts		118 648	118 648		117 603	117 603
Total	717 492	118 648	836 140	657 441	117 603	775 044

2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique hors créances rattachées :

(En milliers d'euros)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	559 218	26 570	14 490	17 205	12 129
Entrepreneurs individuels	101 101	2 120	968	1 282	716
Particuliers	627 026	7 390	2 201	1 063	375
Administrations privées	3 444	1	1	1	1
Administrations publiques et sécurité sociale	709	0	0	0	0
Autres	10 078	0	0	0	0
Total au 31 décembre 2018	1 301 576	36 081	17 660	19 551	13 221
Total au 31 décembre 2017	1 176 504	31 862	17 393	20 405	13 694

3. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable :

3.1. Portefeuille titres :

(En milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
Valeurs brutes	38 000	50 253	88 253	38 000	50 338	88 338
Créances rattachées	348	1 085	1 433	463	710	1 173
Dépréciations			0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	38 348	51 338	89 686	38 463	51 048	89 511
Montants bruts			0	0	0	0
Créances rattachées			0	0	0	0
Dépréciations			0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Total	38 348	51 338	89 686	38 463	51 048	89 511

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 58 021 milliers d'euros.

Aucun transfert n'a été opéré en 2018 entre les différentes catégories de titres.

— Obligations et autres titres à revenu fixe :

(En milliers d'euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	0	0	716	716			801	801
Titres non cotés	0	0	537	537			537	537
Titres prêtés	0	38 000	49 000	87 000		38 000	49 000	87 000
Titres empruntés	0	0	0	0				0
Créances douteuses	0	0	0	0				0
Créances rattachées	0	348	1 085	1 433		463	710	1 173
Total	0	38 348	51 338	89 686	0	38 463	51 048	89 511
Dont titres subordonnés				0				0

— Actions et autres titres à revenu variable :

(En milliers d'euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres non cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

3.2. Evolution des titres d'investissement :

(En milliers d'euros)	31/12/2017	Achats	Cessions	Décotes / surcotes	Transfert	Autres variations	31/12/2018
Effets publics		0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	51 048	0	0	-85	0	375	51 338
Total	51 048	0	0	-85	0	375	51 338

3.3. Reclassements d'actifs. — La Banque de Savoie n'a pas opéré de reclassement d'actifs en application des dispositions du règlement CRC n° 2008-17 du 10 décembre 2008 afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

4.Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme :**4.1. Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :**

(En milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2018
Participations et autres titres détenus à long terme	8 811	124	-988	0	7 947
Parts dans les entreprises liées	15 898	0	880	0	16 778
Valeurs brutes	24 709	124	-108	0	24 725
Participations et autres titres à long terme	-37	0	0	0	-37
Parts dans les entreprises liées	0	0	0	0	0
Dépréciations	-37	0	0	0	-37
Immobilisations financières nettes	24 672	124	-108	0	24 688

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'association au fonds de garantie des dépôts pour 291 milliers d'euros et depuis 2018 des certificats d'associés pour 504 milliers d'euros.

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent à 15 898 euros au 31 décembre 2018.

4.2. Tableau des filiales et participations (montants en euros) :

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Provisions constituées	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
I - Renseignements Détaillés Concernant les participations dont la valeur excède 1% du capital de la Banque de Savoie									
A - Filiales (50% au moins du capital détenu par la Société)									
S.I.R.R.A.	15 903 615	1 312 949	100,00	15 898 298		2 800 000	364 143	640 992	577 144
Dont acompte versé sur dividendes		563 000							
B - Participations bancaires (10% à 50% du capital détenu par la Banque de Savoie)									
II - renseignements Globaux									
Concernant les autres filiales ou participations									
A - Filiales françaises non reprises en 1	16 000	157 678		14 025		8 000	0	-3 889	
SAI									
B - Participations non reprises en 1									
- Sociétés françaises				5 963 642	36 219	1 085 587			492 278
- Sociétés étrangères				2 680					
III - Autres renseignements									
S.I.F.S. (filiale de S.I.R.R.A. à 99,95%)	3 846 790	2 471 480		10 925 202			592 454	505 389	
Dont acompte versé sur dividendes		500 000							

4.3. Opérations avec les entreprises liées :

(En milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
Créances	5 505	18 698	24 203	17 478
Dont subordonnées	0	0	0	0
Dettes	131 911	6 430	138 341	10 572
Dont subordonnées	0	0	0	0
Engagements de financement	2 826	0	2 826	1 605
Engagements de garantie	1 333	0	1 333	12 785
Autres engagements donnés	0	0	0	0
Engagements donnés	4 159	0	4 159	14 390
Engagements de financement	0	0	0	0
Engagements de garantie	0	0	0	0
Autres engagements reçus	0	0	0	0
Engagements reçus	3 200	0	3 200	491
Total	144 775	25 128	169 903	42 931

— **Opérations avec les parties liées** : En application du règlement de l'ANC 2010-04 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, des informations sont à donner sur les « parties liées » et non plus seulement sur les « entreprises liées ».

Toutes les transactions effectuées avec des parties liées ont été conclues à des conditions normales ou sont non significatives.

5. Immobilisations incorporelles et corporelles :**5.1. Immobilisations incorporelles :**

(En milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Droits au bail et fonds commerciaux	1 072	0	0	0	1 072
Logiciels	1 050	43	0	0	1 093
Autres	0	0	0	0	0
Valeurs brutes	2 122	43	0	0	2 165
Droits au bail et fonds commerciaux	-692	0	0	0	-692
Logiciels	-1 010	-46	0	0	-1 056
Autres	0	0	0	0	0
Dépréciations	0	0	0	0	0
Amortissements et dépréciations	-1 702	-46	0	0	-1 748
Total valeurs nettes	420	-3	0	0	417

5.2. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Terrains	30	0	-12	0	18
Constructions	13 110	1 694	-100	0	14 704
Autres	5 941	1 153	-1 176	0	5 198
Immobilisations corporelles d'exploitation	19 081	2 847	-1 288	0	20 640
Immobilisations hors exploitation	72	16	0	0	88
Valeurs brutes	19 153	2 863	-1 288	0	20 728
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	-6 652	-1 139	65	0	-7 726
Autres	-3 966	-391	25	0	-4 332
Immobilisations corporelles d'exploitation	-10 618	-1 530	90	0	-12 058
Immobilisations hors exploitation	-44	-4	0	0	-48
Amortissements et dépréciations	-10 662	-1 534	90	0	-12 106
Total valeurs nettes	8 491	1 329	-1 198	0	8 622

6. Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Bons de caisse et bons d'épargne	325	333
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	0	500
Dettes rattachées	95	163
Total	420	996

7. Autres actifs et autres passifs :

(En milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	0	480	0
Primes sur instruments conditionnels achetés ou vendus	362	5	475	0
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	0	0	0	0
Créances et dettes sociales et fiscales	4 494	4 014	5 789	2 938
Dépôts de garantie reçus et versés	1 037	6	1 125	6
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	12 185	602	12 239	481
Total	18 078	4 627	20 108	3 425

8. Comptes de régularisation :

(En milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	43	0	34	0
Charges et produits constatés d'avance	639	3 636	547	3 718
Produits à recevoir/Charges à payer	2 418	11 708	2 605	10 296
Valeurs à l'encaissement	1 578	1	602	17
Autres	820	919	2 419	1 178
Total	5 498	16 264	6 207	15 209

9. Provisions :**9.1. Tableau de variations des provisions :**

(En milliers d'euros)	31/12/2017	Dotations	Reprises	Utilisations	Chgt méthode	31/12/2018
Provisions pour risques de contrepartie	4 747	3 592	-2 744	0	0	5 596
Provisions pour engagements sociaux	1 029	147	-33	0	0	1 143
Provisions pour PEL/CEL	1 258	29	0	0	0	1 288
Autres provisions pour risques	15	0	0	0	0	15
Provisions exceptionnelles	524	65	-189	0	0	400
Total	7 573	3 833	-2 966	0	0	8 442

9.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie :

(En milliers d'euros)	31/12/2017	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2018
Dépréciations sur créances sur la clientèle	16 926	6 272	-2 134	-3 403	17 661
Dépréciations sur autres créances	36	0	0		36
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	16 962	6 272	-2 134	-3 403	17 697
Provisions sur engagements hors bilan	253	421		-70	604
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	4 191	3 112		-2 424	4 879
Dont : provisions litiges clientèle	805	144		-440	509
Provisions collectives	1 984	2 671		-1 984	2 671
Provisions sectorielles	1 402	297			1 699
Autres provisions	2 879	301		-222	2 958
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	7 323	3 834	0	-2 716	8 441
Total	24 285	10 106	-2 134	-6 119	26 138

9.3. Provisions pour engagements sociaux :

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies. — Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme. — Les engagements de la Banque de Savoie concernent les régimes suivants :

- Retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités,
- Autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la Recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

— Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Retraites (IFC)	Autres engagts (MDT)	31/12/2018	Retraites (IFC)	Autres engagts (MDT)	31/12/2017
Valeur actualisée des engagements financés	1 665	266	1 931	1 820	298	2 118
Juste valeur des actifs du régime	-933		-933	-987	0	-987
Juste valeur des droits à remboursement				0	0	0
Valeur actualisée des engagements non financés				0	0	0
Ecart actuariels non reconnus	-145		-145	-102		-102
Coûts des services passés non reconnus				0	0	0
Solde net au bilan	587	266	853	731	298	1 029

IFC = « Indemnités de départ à la retraite » et MDT = « Médailles du travail ».

— Analyse de la charge de l'exercice :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Retraites (IFC)	Autres engagts (MDT)	31/12/2018	Retraites (IFC)	Autres engagts (MDT)	31/12/2017
Coût des services rendus de la période	99	15	114	104	16	120
Coût financier	24	2	26	22	2	24
Rendement attendu des actifs de couverture	-12	0	-12	-12		-12
Rendement attendu des droits à remboursement	25	0	25			0
Ecart actuariels : amortissement de l'exercice	0	-50	-50		-34	0
Coût net des liquidations de l'exercice	0	0	0			-34
Coût des services passés	0	0	0			0
Autres	10	0	10	20		20
Total	146	-33	113	134	-16	118

— Principales hypothèses actuarielles :

En pourcentage	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018
Taux d'actualisation	1,27%	1,47%	0,86%	1,11%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%

Les tables de mortalité utilisées dans l'évaluation sont TGH05 et TGF05. Le taux d'actualisation utilisé est un taux « Euro corporate Composite AA+ ».

9.4. Provisions PEL / CEL :

— Encours des dépôts collectés :

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	23 441	19 346
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	75 474	71 373
Ancienneté de plus de 10 ans	20 981	20 899
Encours collectés au titre des plans épargne logement	119 896	111 618
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	15 910	16 021
Total	135 806	127 639

— Encours des crédits octroyés :

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Encours de crédits octroyés	64	96
Au titre des plans épargne logement		
Au titre des comptes épargne logement	404	619
Total	468	715

— Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL) :

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2017	Dotations / reprises nettes	31/12/2018
Provisions constituées au titre des PEL			
Ancienneté de moins de 4 ans	342	39	381
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	425	-43	382
Ancienneté de plus de 10 ans	346	11	357
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	1 113	7	1 120
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	147	18	164
Provisions constituées au titre des crédits PEL	3	-1	2
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-4	5	1
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	-1	4	3
Total	1 259	29	1 288

10. Créances et dettes subordonnées. — La Banque de Savoie n'a pas de dettes subordonnées.

La Banque de Savoie a émis en 2009 un prêt subordonné remboursable souscrit par le Crédit Logement. Ce prêt subordonné, pris en compte dans le calcul des fonds propres prudentiels de la Banque de Savoie au titre de l'article 4.d du règlement n° 90-02 du CRBF, a les caractéristiques suivantes :

- Montant du prêt : 1.079 milliers d'euros
- Taux du prêt : 1,20 %
- Durée du prêt : indéterminée

En contrepartie de ce prêt subordonné, le Crédit Logement a déposé sur un compte à terme à la Banque de Savoie, une somme équivalente au montant du présent prêt.

11. Capitaux propres :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves / autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Au 31 décembre 2016	6 853	761	49 885	2 691	6 475	66 665
Mouvements de l'exercice			2 000	2 804	-1 186	3 618
Au 31 décembre 2017	6 853	761	51 885	5 495	5 289	70 283
Impact changement de méthode (1)	0	0	0	0	0	0
Variation de capital	0	0	0	0	0	0
Affectation résultat N-1	0	0	2 700	2 589	-5 289	0
Résultat de la période	0	0	0	0	7 167	7 167
Distribution de dividendes	0	0	0	-2 655	0	-2 655
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2018	6 853	761	54 585	5 429	7 167	74 795

(1) voir Note I.2

Le capital social de la Banque de Savoie s'élève à 6.853 milliers d'euros et est composé de 428.283 actions (nominal 16 €).

À compter du 1^{er} janvier 2014, la Banque de Savoie applique les dispositions de la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires (Voir Note I.2).

12. Durée résiduelle des emplois et ressources. — Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'euros)	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	161 936	3 830	1 880	1 500	44 382	213 528
Opérations avec la clientèle	64 568	112 185	460 906	625 454	66 767	1 329 880
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	49 075	39 716	895	89 686
Opérations de crédit-bail et de locations simples	0	0	0	0	0	0
Total des emplois	226 504	116 015	511 861	666 670	112 044	1 633 094
Dettes envers les établissements de crédit	130 171	88 329	71 384	5 445	7 578	302 907
Opérations avec la clientèle	75 539	95 040	53 873	15 523	1 066 526	1 306 501
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	420	420
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Total des ressources	205 710	183 369	125 257	20 968	1 074 524	1 609 828

Note 3. – Informations sur le hors bilan et opérations assimilées.

1. Engagements reçus et donnés :

1.1. Engagements de financement :

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financements donnés		
En faveur des établissements de crédit	2 826	2 029
En faveur de la clientèle	135 763	140 136
Ouverture de crédits documentaires	25	50
Autres ouvertures de crédits confirmés	132 973	137 466
Autres engagements	2 765	2 620
Total des engagements de financement donnés	138 589	142 165
Engagements de financements reçus		
D'établissements de crédit	0	17
De la clientèle	0	0
Total des engagements de financement reçus	0	17

1.2. Engagements de garantie :

(En milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	4 649	3 540
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres garanties	4 649	3 540
D'ordre de la clientèle	45 932	43 101
Cautions immobilières	7 013	3 678
Cautions administratives et fiscales	5 126	4 004
Autres cautions et avals donnés	10 176	14 244
Autres garanties données	23 617	21 175
Total des engagements de garantie donnés	50 581	46 641
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	60 457	68 277
Total des engagements de garantie reçus	60 457	68 277

1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :

(En milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	276 682		227 346	
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle				
Total	276 682	0	227 346	0

Au 31 décembre 2018, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 36,2 millions d'euros de créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 48,2 millions d'euros au 31 décembre 2017,
- 240,5 millions d'euros de créances données en garantie auprès d'EBCE contre 179,1 millions d'euros au 31 décembre 2017.
- Pas de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement hypothécaire.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque de Savoie en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Par ailleurs, la Banque de Savoie n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

2. Opérations sur instruments financiers à terme :

2.1. Engagements sur instruments financiers et change à terme :

(En milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Opérations fermes				
Opérations de gré à gré	0	0	178 000	-8 655
Accords de taux futurs	0	0		
Swaps de taux	228 000	-8 816	178 000	-8 655
Swaps cambistes	0	0		
Swaps financiers de devises	0	0		
Autres contrats de change	0	0		
Autres contrats à terme	7 450	0		
Total opérations fermes	235 450	-8 816	178 000	-8 655
Opérations conditionnelles				
Opérations de gré à gré	19 311	3	10 069	9
Options de taux	5 730	3	10 069	9
Options de change	13 581	3		
Autres options	0	0		
Total opérations conditionnelles	19 311	3	10 069	9
Total instruments financiers et change à terme	254 761	-8 813	188 069	-8 646

Les montants nominaux des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque de Savoie sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré :

(En milliers d'euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Total
Opérations fermes	48 000	180 000	0	228 000	38 000	140 000	0	178 000
Accords de taux futurs	0	0	0	0				0
Swaps de taux d'intérêt	48 000	180 000	0	228 000	38 000	140 000		178 000
Swaps financiers de devises	0	0	0	0				0
Autres contrats à terme	0	0	0	0				0
Opérations conditionnelles	0	5 730	0	5 730	0	10 069	0	10 069
Options de taux d'intérêt	0	5 730	0	5 730		10 069	0	10 069
Total	48 000	185 730	0	233 730	38 000	150 069	0	188 069

2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'euros)	31/12/2018			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	7 450	178 000	50 000	235 450
Opérations fermes	7 450	178 000	50 000	235 450
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	13 338	5 392	581	19 311
Opérations conditionnelles	13 338	5 392	581	19 311
Total	20 788	183 392	50 581	254 761

Note 4. – Informations sur le compte de résultat.**1. Intérêts, produits et charges assimilés :**

(En milliers d'euros)	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit (1)	2 022	-1 614	408	2 241	-3 014	-773
Opérations avec la clientèle	28 291	-6 252	22 039	28 264	-7 282	20 982
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 552	-1	2 551	2 318	-1	2 317
Dettes subordonnées	0	0	0	8	0	8
Autres (2)	119	-2 021	-1 902	0	-998	-998
Total	32 984	-9 888	23 096	32 831	-11 295	21 536

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 1 360.4 milliers d'euros au titre de la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations (1 322.1 milliers d'euros au titre de l'exercice 2017).

(2) Dont 1 720 milliers d'euros (charges) et 114 milliers d'euros (produits) au titre des opérations de macro-couverture.

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	513	573
Parts dans les entreprises liées	577	420
Total	1 090	993

3. Commissions

(En milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	0	-125	-125	0	-108	-108
Opérations avec la clientèle	8 312	-36	8 276	8 365	-39	8 326
Opérations sur titres	1 108	0	1 108	1 158	0	1 158
Opérations sur moyens de paiement	7 965	-5 489	2 476	6 476	-5 097	1 379
Opérations de change	57	0	57	100	0	100
Engagements hors-bilan	799	-5	794	689	-7	682
Prestations de services financiers	8 573	-431	8 142	8 709	-415	8 294
Activités de conseil	20	0	20	0	0	0
Autres commissions	0	-19	-19	0	0	0
Total	26 834	-6 105	20 729	25 497	-5 666	19 831

4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation et de change :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Exercice 2018	Exercice 2017
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	261	140
Instruments financiers à terme	15	0
Opérations de placement		
Total	276	140

5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Résultat de cession	0	0	0	143	0	143
Autres éléments	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	143	0	143

6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Quote-part d'opérations faites en commun	140	-249	-109	142	-257	-115
Refacturations de charges et produits bancaires	3 456	-3 499	-43	869	-878	-9
Activités immobilières	17	0	17	29	0	29
Autres activités diverses	344	-241	103	268	-169	99
Autres produits et charges accessoires	59	-79	-20	92	-1	91
Total	4 016	-4 068	-52	1 400	-1 305	95

7. Charges générales d'exploitation :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Exercice 2018	Exercice 2017
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-9 816	-9 664
Charges de retraite et assimilées (1)	-1 960	-1 857
Autres charges sociales (2)	-2 152	-1 975
Intéressement des salariés	-333	-15
Participation des salariés	-283	-114
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-1 249	-1 213
Total des frais de personnel	-15 793	-14 838
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	-780	-880
Autres charges générales d'exploitation	-14 185	-14 850
Total des autres charges d'exploitation	-14 965	-15 730
Total	-30 758	-30 568

(1) Incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (§ 9.3).

(2) incluant le crédit d'impôt compétitivité emploi CICE pour 484 milliers d'euros.

L'effectif du personnel en activité au 31 décembre 2018, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 97 cadres et 198 non-cadres, soit un total de 295 salariés.

Rémunérations versées aux organes de direction : Les rémunérations brutes, y compris avantages en nature, versées en 2018 aux organes de direction s'établissent à 1.482 milliers d'euros sur la période.

8. Coût du risque :

(En milliers d'euros)	Exercice 2018					Exercice 2017				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cliantèle	-6 242	3 623	-99	28	-2 690	-19 598	16 324	-251	153	-3 372
Titres et débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions										
Engagements hors-bilan	-420	70	0	0	-350	-200	38	0	0	-162
Provisions pour risque clientèle	-3 048	2 674	0	0	-374	-1 287	200	0	0	-1 087
Provisions risques-pays	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total coût du risque	-9 710	6 367	-99	28	-3 414	-21 085	16 562	-251	153	-4 621
Dont										
- Reprises de dépréciations devenues sans objet									4 413	15 690
- Reprises de dépréciations utilisées									1 926	759
- Reprises de provisions devenues sans objet									28	113
- Reprises de provisions utilisées									0	0
Total reprises nettes									6 367	16 562

9. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'euros)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	1	0	0	1	1	0	0	1
Dotations	1	0	0	1	1	0	0	1
Reprises	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat de cession	2 070	0	170	2 240	2 483	0	431	2 914
Total	2 071	0	170	2 241	2 484	0	431	2 915

10. Résultat exceptionnel :

(En milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Produits exceptionnels	189	0
Charges exceptionnelles	-65	-524

11. Impôt sur les bénéfices. — La Banque de Savoie, détenue 99,98 % par la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, est membre du groupe fiscal constitué par BPCE.

11.1. Détail des impôts sur le résultat 2018. — L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

<i>(En milliers d'euros)</i>		
Bases imposables au taux de	33,33%	28,00%
Au titre du résultat courant	9 186	500
Au titre du résultat exceptionnel	0	0
	9 186	500
Imputations des déficits	0	0
Bases imposables	9 186	500
Impôt correspondant	3 062	140
+ Contributions 3,3%	71	5
+ Majorations de 5% (loi de finances rectificative 2011)	0	0
- Déductions au titre des crédits d'impôts*	-12	0
Impôt comptabilisé	3 121	145
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	0	0
Provisions pour impôts	0	0
Impact contrôle fiscal et SGFGAS	0	0
Crédits d'impôt PTZ	-65	0
Régul IS N-1	-14	0
Total	3 042	145

La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée sur l'exercice s'élève à 412 milliers d'euros.

11.2. Détail du résultat fiscal de l'exercice 2018 – Passage du résultat comptable au résultat fiscal :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Exercice 2018	Exercice 2017
Résultat net comptable (A)	7 167	5 289
Impôt social (B)	3 266	2 282
Réintégrations (C)	3 157	3 618
Autres dépréciations et provisions	2 157	2 016
Crédits d'impôts	412	411
Divers	588	1 191
Déductions (D)	3 904	4 404
Plus-values long terme exonérées	25	2 217
Reprises dépréciations et provisions	2 351	1 029
Dividendes	548	399
Crédit d'impôt Compétitivité Emploi	391	484
Divers	589	275
Base fiscale à taux normal (A)+(B)+(C)-(D)	9 686	6 785

Note 5 - Autres Informations.

1. Consolidation. — En application du § 1000 in fine du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable, la Banque de Savoie n'établit pas de comptes consolidés.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et du Groupe BPCE.

2. Honoraires des Commissaires aux Comptes :

<i>(En milliers d'euros)</i>	MAZARS	KPMG	PWC	
	MONTANT (HT)		MONTANT (HT)	
	2018	2017	2018	2017
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	52	35	52	35
Autres diligences et prestations directement liées à la mission des commissaires aux comptes	3		3	
Total	55	35	55	35

3. Implantations dans les pays non coopératifs. — L'article L.511-45 du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du Ministre de l'Economie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux, des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2018, la Banque de Savoie n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

4. Evénements significatifs. — Néant.**5. Evénements postérieurs à la clôture.** — Néant.

**I. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
Exercice clos le 31 décembre 2018**

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque de Savoie SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance le point clé de l'audit relatif au risque d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, a été le plus important pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ce risque.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— **Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective :**

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Banque de Savoie SA est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre d'un changement d'estimation des provisions collectives antérieurement comptabilisées, votre Banque a décidé d'enregistrer, dans ses comptes sociaux, des dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit et étant considérés comme étant sensibles à travers leur notation.</p> <p>Ces dépréciations sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (la probabilité de défaut, le taux perte en cas de défaut, les informations prospectives, ...), complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour pertes attendues sur les encours sensibles que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en risque avéré.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2018.</p>	<p>Dépréciation des encours de crédits pour pertes attendues – provisionnement collectif</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits, – une revue critique des travaux des auditeurs du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée la consistance des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations ; - ont apprécié le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018, - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits. <p>Par ailleurs, nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans votre Banque.</p> <p>Dépréciation individuelle</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des</p>

<p>Les expositions aux risques de crédit et de contrepartie représentent près de 83% du total bilan de la Banque de Savoie S.A au 31 décembre 2018 (78% pour les seuls prêts et créances). Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 17,7 million d'euros pour un encours brut de 1 347,5 million d'euros (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation de 36,1 million d'euros) au 31 décembre 2018. Le coût du risque sur l'exercice 2018 s'élève à 3,4 million d'euros (contre 4,6 million d'euros sur l'exercice 2017).</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 1.3.2, 2.2.1, 2.9.2 et 4.8 de l'annexe.</p>	<p>garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p>
--	--

IV. Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

— Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes. — Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque de Savoie SA par l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes du 31 décembre 2016 du 10 mai 2017 pour le cabinet Mazars et par l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes du 31 décembre 2011 du 24 avril 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Mazars était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 7^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

— Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Paris La Défense, le 29 mars 2019
Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit;
Nicolas Brunetaud;

Mazars;
Éric Gonzalez;

Paul-Armel Junne.

II. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées. **Exercice clos le 31 décembre 2018**

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que sur les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

— Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale :

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Lyon et Paris La Défense, le 29 mars 2019
Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit;
Nicolas Brunetaud;

Mazars;
Éric Gonzalez;

Paul-Armel Junne.

III. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise.

Assemblée générale du 18 avril 2019 – 6ème résolution

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L.225-135 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise d'un montant maximum de 3% du capital social, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital est soumise à votre approbation en application des dispositions de l'article L.225-129-6 du Code de Commerce et des articles L.3332-18 et L.3332-24 du Code du Travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois, le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-14 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Le rapport du conseil d'administration appelle de notre part l'observation suivante : ce rapport renvoie aux dispositions prévues par les articles L.3332-18 et suivants du code du travail sans que la méthode de détermination du prix d'émission des actions qui sera retenue, le cas échéant, ne soit précisée.

Les conditions définitives de l'augmentation du capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de Commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration.

Fait à Lyon et Paris La Défense, le 29 mars 2019
Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit;
Nicolas Brunetaud;

Mazars;
Éric Gonzalez;

Mazars;
Paul-Armel Junne.

C. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public et peut être consulté en notre siège social.